

aux emplois plus difficile et s'y faire à eux-mêmes une part plus grande.

Enfin c'est dans l'enseignement que la question des langues joue un rôle important. Pendant longtemps le tchèque était repoussé des écoles. Mais il y rentra dans l'ère constitutionnelle et sa place n'est pas aujourd'hui contestée. Seulement la lutte a pris un autre caractère. Les Tchèques ont besoin de nouvelles écoles et les Allemands avec le gouvernement ne veulent pas les leur concéder. Le gouvernement ne veut pas donner son autorisation à l'établissement d'écoles publiques tchèques, à Vienne par exemple, où la population tchèque s'élève à plus de 200.000 âmes. Il ne veut pas donner son autorisation à l'établissement d'une université en Moravie; pendant longtemps les Tchèques luttent en vain pour obtenir quelques gymnases et des écoles réales ou simplement des écoles primaires dans les régions allemandes où les Tchèques forment la minorité. Les Tchèques payent pour le maintien des écoles publiques dans toute la monarchie, mais en Bohême, dans le « territoire fermé », c'est-à-dire dans les régions près des frontières allemandes où la majorité est allemande, ils doivent subvenir au maintien des écoles tchèques par des sources privées. C'est pour cette question des écoles et pour celle des langues dans l'administration que la lutte est la plus acharnée entre les Tchèques et les Allemands.

Pour mieux éclaircir la situation actuelle de l'instruction publique en Autriche, je cite ici quelques chiffres, puisés dans les statistiques officielles, 9.000.000 Allemands autrichiens ont 5 universités, 6.000.000 (et 2.000.000 des Slovaques) n'ont qu'une seule université à Prague. Et les Allemands ne concède-